ADC

Dans la brume helvétique et géographique…

Delabarre M., Dugua B., (drs), 2017, *Faire la ville par le projet*, Presses polytechniques et universitaires romandes, 328 pages. ISBN: 978-2-88915-230-8

On a envie d’emprunter à Caro ce titre décalé de *Dans la brume électrique* de J.L. Burke, commentant l’ouvrage de M. Frisch et dont la première phrase se demande « comment peut-on être suisse » ?, (*Le Monde*, 29.9.2017), quand on nait au Portugal et on en a connu les prisons: en venant suivre une licence et soutenir une thèse de sciences économiques à l’Université de Lausanne. On pourrait continuer sur la même lignée et se demander « comment peut-on être géographe » ? Par déception de l’économie dont « les dérivées et les intégrales de l’économie mathématique (l’) ennuyaient profondément », (page 292), et la vision de l’économie était abstraite: « un système mécanique auto-équilibré et fermé à l’environnement et à la société; *l’espace une étendue homogène* », souligné par nous, (page 292). A croire sans doute que l’influence et les analyses marxistes ne franchissaient pas la frontière suisse, à croire aussi que la vaste plaine homogène de Christaller et Lösch n’ait pas réussi à convaincre Da Cunha de la pertinence non seulement « théorique » mais en partie opérationnelle des « analyses spatiales ». Il est vrai que la notion de projet et ses différentes approches ont en grande partie en commun une volonté de dépasser quand il n’est pas question de tuer la planification, Alonso utilise le terme quand elle parle de « ‘tuer le père’ de l’échelle de l’aménagement », (page 72). Une sorte d’*Ecoexit* prémonitoire et la découverte fascinante de la géographie et la naissance d’un Géographe, pour reprendre la graphie de Delabarre, (page 301)

C’est un ouvrage sympathique, scientifique, pédagogique agréable à lire et passionnant car il s’adresse aux étudiants, aux chercheurs avancés, aux séniors aux cheveux argentés, mais aux professionnels de l’urbanisme et de l’architecture, des aménageurs, aux élus et plus généralement aux décideurs et aux habitants Tous doivent y trouver leur miel, des envies de continuer à travailler sur la Ville, moins peut-être à s’exciter: apprendre à prendre du recul sur le *Projet* qui, pourtant à tout le moins, serait « un programme tout aussi passionnant qu’indispensable, un moment de prise de conscience de plus en plus forte de la nécessité d’un développement économique et urbain plus respectueux de l’environnement et équilibré socialement », (page 15). Passionnant certainement, indispensable, à voir. Faut-il dans l’enthousiasme ou la surenchère noter « le passage d’un paradigme économique à un paradigme territorial à partir d’une synthèse entre planification traditionnelle et démarche stratégique », (page 26) ? Même si l’on use et abuse facilement de ces changements de paradigme, il faudrait peut-être plus simplement parler de changements de générations et de transmutations sémantiques, et relever que les évolutions peuvent être reconnues sans qu’ elles relèvent ou imposent cette théorisation et, pour reprendre un terme que l’on trouve cité par plusieurs auteurs, une sorte de « fétichisme » du projet. Curieusement on ne parle pas d’un autre fétichisme qui semble pourtant fort à la mode de ce côté de la frontière, celui de *fabrique*

*Un ouvrage sympathique* puisque il est dédié à la personnalité et à l’œuvre d’A. Da Cunha (plus loin ADC). Un hommage amical et respectueux à la fois qui évite les *Hommages* souvent volumineux et pesants de collègues et de personnes qui se sentent parfois obligés de rédiger un article excessivement laudateur ou sans grand lien avec l’homme, le chercheur et l’enseignant que l’on veut honorer. Ici, au contraire, on sent des relations affectives profondes fondées sur la durée, l’ouverture d’esprit et la discussion sur des *postures*, terme que l’on trouve régulièrement évoqué par les uns et les autres On perçoit aussi un fort ancrage alpin qui crée des affinités, des proximités et aussi géographiques comme dirait et apprécierait Torre, cette culture des montagnes a pu jouer favorablement °.

Une bonne manière de comprendre l’importance de ADC et l’intérêt de cet ouvrage est de « le lire à l’envers », de détricoter le plan comme l’image de la page 48 et de commencer par la fin, à savoir le dernier chapitre,« 30 ans de carrière, une bibliographie d’ADC » et le précédent, « trajectoires »; entretien avec ADC mené avec finesse et élégance par M. Delabarre

*« Métaboliser les effets du décloisonnement disciplinaire »,* ADC, (page 293).

 C’est alors la « révélation de la géographie » dont ADC nous dit qu’elle (la géographie) « s’est ainsi présentée à moi à la fois comme un des savoirs plus anciens et une science totalement contemporaine, plurielle dans ses approches et ses méthodes, capable de saisir la multidimensionnalité des phénomènes qui s’inscrivent à la surface de la terre et l’interférence des facteurs sociaux, spatiaux et environnementaux aux différentes échelles d’analyse », (page 295). Et ADC rend grâce aux géographes suisses, « Raffestin, Bailly, Chiffelle, Piveteau, mais aussi d’ailleurs Claval, Brunet, Buttimer, Lacoste, Scott, Dematteis, Pumain, Saint-Julien et tant d’autres ». ADC a l’élégance de rappeler ses pères spirituels et scientifiques dont beaucoup furent et sont ses amis, de relever ce que Racine a pu lui apporter sur « l’amour des villes et la nécessité de comprendre le monde à travers la lecture de ‘la spatialité’ des sociétés », (page 294), pour aboutir à la découverte d’un nouveau monde qu’il allait à son tour investiguer et enrichir: « le masque était arraché à la fiction positiviste de la science neutre, indépendante des choix de valeurs, imperméable aux sollicitations du sujet, à l’intentionnalité et à la diversité ,des démarches cognitives », idem. On n’avait pas compris que, décidemment, la géographie était une vaste plaine, homogène, pacifiée et irénique. Mais avec recul et une certaine amnésie purificatrice, ADC ne veut retenir que les bons côtés et laisse à penser incidemment que détournant Lacoste, la géographie, c’est aussi faire carrière en Suisse, (c’est évidemment moi qui détourne Lacoste). Il reconnait quand même, malgré les critiques portées à une certaine économie dominante que « l’économie était reliée au vivant », ce que Passet nous avait montré dès les années soixante dans ses enseignements à Bordeaux, sans nier pour autant la pertinence et la nécessité de recourir aux mathématiques: il avait donné l’exemple en enseignant à la fois l’économie du développement et un cours de mathématiques pour économistes.

Quelques pages plus loin, réaliste et optimiste, ADC nous donne quelques conclusions sur son parcours, sur ce qu’il est, ce en quoi il croit: « Voilà mon parcours. L’enseignement et la recherche sont une suite de découvertes, d’influences, d’emprunts, d’engagements, et de distanciations, de disputes, de rivalités et parfois d’irritations, mais aussi d’amitiés et de complicités bienveillantes avec des collègues, des collaborateurs, des étudiants. C’est la vie », (page 298). Et quand il « quitte le terrain avec les mêmes doutes mais aussi la même conviction de la jeunesse », il revendique hautement que son « éthique de la connaissance est aussi une éthique de la responsabilité », idem. On voudrait tant que ces messages soient entendus et mis en pratique: il y a de l’A. Smith, celui de la *Théorie des Sentiments Moraux* dans ces commentaires et d’une certaine manière, ADC retrouve peut-être ses premières amours d’économiste déçu.

Ouvrage sympathique aussi par la fidélité et la solidarité helvético-suisse et le soutien permanent des Presses polytechniques et universitaires romandes qui apparaissent souvent comme support essentiel des publications des chercheurs suisses qui, autre aspect notable, n’oublient pas de citer des thèses soutenues alors qu’ en France, cette démarche semble peu prisée au point que, trop souvent, des thésards ne prennent pas la peine de regarder ce que d’autres avant eux sur des thématiques proches, ont pu déjà produire. La remarque vaut d’ailleurs de manière générale. On est par ailleurs sensible en tant qu’ancien rédacteur en chef de la *RERU* de voir que ADC y a publié plusieurs articles et qu’Alonso cite le papier de Leloup de 2010.

Mais ce sentiment, du coup, doit être nuancé: il y a peu (ou plus) d’auteurs suisses qui publient aujourd’hui dans la *RERU* Y aurait-il une désaffection de chercheurs sur ces champs de l’économie régionale et urbaine, ce qui qui serait dans la lignée de ce qui se passe en France, chercheurs attirés par les lumières de l’aménagement et de l’urbanisme ou encore des changements de génération ? Où sont les successeurs de Bailly, de Racine, de Maillat, de Rossi ? A moins que les chercheurs suisses, comme nombre de chercheurs francophones, pour faire carrière et s’inscrire dans des réseaux internationaux préfèrent des revues anglo-saxonnes. Comme dirait ici aussi peut-être ADC c’est la vie, mais qui pose des questions d’éthique de responsabilité. On apprécie encore que les contributeurs, à deux exceptions près, évitent l’excès d’autocitations.

*Le projet urbain comme mode opératoire de la ville durable*, une idée chère à ADC.

Certains connaissent mon appétence, mon insistance parfois agaçante pour des véritables introductions, que ce soit pour les thèses ou les ouvrages, encore plus pour des *Handbooks*. Il faut ici féliciter Dugua et Delabarre de la qualité de leur introduction générale qui réussissent un exercice difficile: situer, expliquer les thématiques et le fil rouge de l’ouvrage tout en intégrant dans cette perspective les chapitres des contributeurs. Ce compliment n’implique pas un enthousiasme démesuré de notre part sur la révolution copernicienne que certains veulent voir dans le succès formidable du projet urbain. Convenons que c’est un thème à la mode et d’après Robyr (page 125), « avant tout emprunté à la démarche de l’architecte », mais qui fait les beaux jours et de belles carrières des urbanistes, notamment sur le plan des recrutements et promotions universitaires.

Delabarre et Dugua donnent des arguments et des pistes de ce qu’ils considèrent encore « en débat » et en controverse qui est « toujours affaire de postures, de regards et de processus », (page 41). On ajoutera volontiers de contextes, de disciplines, une fois affirmé classiquement la nécessaire interdisciplinarité, une des postures des plus discutables, chacun prônant l’interdisciplinarité par rapport à son champ académique et professionnel. Mais évidemment, il ne faut pas avoir peur des controverses, « armature forte pour la discipline urbanistique, révélatrices de rapport de forces, de conflits disciplinaires, de paradigmes distincts ou d’impensés scientifiques; elles sont aussi source de nouveaux champs de recherche féconds », (page 22). Alors, il faut aller au front des tensions-pulsions, de *l’amour-désamour*.

*Amour-désamour*

Le projet, l’attention qui lui est porté tient d’abord dans le constat assez largement partagé dans ce volume que le plan est mort et qu’il faut en quelque sort combler ce vide, cette disparition.

*Le plan est mort vive le projet*, c’est- ce serait-, le premier temps où la mort annoncé du plan traduirait la fin d’un modèle technocratique, *bottom up* et où « les habitants sont de simples usagers destinataires passifs des politiques publiques», (page 23), retrouvant certaines des critiques de Piron, (2014) concernant « la ville de l’idéologie urbaine classique », (page 53) ou, dans les termes des auteurs, la « contestation de l’architecture moderne et de l’urbanisme fonctionnel », (page  25). La charge est connue, facile et aussi réversible, même au nom de l’habitabilité: « les projets d’urbanisme, réfléchis à toutes les échelles, cristallisent un ensemble de composantes physiques, naturelles, matérielles qui concourent à dessiner la *qualité de vie* mais aussi esthétiques, symboliques et signifiantes qui participent à accueillir le vivant », (page 16 et les italiques des auteurs).

C’est alors la phase du *désamour*, le projet pouvant devenir tout et son contraire, un nouveau fondement de l’urbanisme, un principe « hégémonique », (page 28), conduisant alors essentiellement à une « rhétorique du discours » donnant du baume au cœur des urbanistes et architectes mais laissant la ville se faire par « la soumission des villes aux lois du marché » et à la thématique des *villes financiarisées* (curieusement non évoquée sous réserve de bonne lecture de l’ouvrage). C’est le retour de l’intérêt et de la pertinence des analyses encore prégnantes ou redécouvertes à la D. Harvey. Le projet, son écho, son succès médiatique et commercial seraient (surtout ?) liés à la capacité d’en faire une histoire, une *storytelling*, (Tranda-Pittion et Feddersen, (page 166), voire selon Matthey, un roman : plus l’emballage et le *buzz* plus que le contenant !  Il y a encore et encore des jeux de rôle, des enjeux théoriques opérationnels, symboliques, ces derniers joliment démontés par Racine par *Rosebud* et ce que j’appellerai plus bas « le théorème du toit ».

 Amour-désamour mais on se calme, on fait une pause et Delabarre et Dugua posent « trois hypothèses majeures pour la recherche-action pour faire la ville » par le projet, hypothèses synthétisées par la figure 0.1 de la page 41. Ainsi suivant les auteurs, « entre amour et désamour, cette nouvelle matrice –qu’il conviendrait d’affiner ou de réajuster par des travaux complémentaires- constitue néanmoins un levier d’innovation sociale et scientifique apte à bousculer les ruptures liées à des paradigmes divergents, peu favorables aux collaborations scientifiques », (page 41). Cette matrice pourra faire une excellente base de discussions dans les *ateliers* qu’évoque Scherrer pour qui ceux-ci font « partie du code génétique de la formation en urbanisme depuis l’origine », (page 215).

Dugua et Delabarre nous emmènent ensuite dans des entretiens avec Scherrer et Demazière relatifs à un regard comparatif entre l’Europe et l’Amérique du nord à partir des trois hypothèses émises. On connait les liens qui unissent ces deux personnalités fortes de l’APERAU, leurs formidables capacités d’animation de tables-rondes à l’image des séances initiées et pilotées dans le domaine de la *Regional Science* par T. Bailly et L. Gibson, notamment dans de multiples colloques et congrès aux Etats-Unis et on leur sait grès de nous y avoir souvent associés.

Nos deux *Compagnons de* *l’urbanisme,* dont le premier n’a pas oublié son ancrage lyonnais, vont ainsi discuter et commenter les propositions de l’introduction générale. Scherrer commence par souligner le relatif non-sens de vouloir appliquer ou même de parler de Projet Urbain, c’est lui qui tient aux majuscules, et note le rôle toujours majeur de J. Jacobs, « journaliste-activiste », (page 209), et le fait que  « l’urbanisme n’est pas un instrument de volonté politique en Amérique du nord », (page 210), pas davantage de « fétichisation » des principes ni même des instruments. Il se montre aussi plus que prudent sur les propositions-solutions pour la ville durable dans la mesure où, finalement, il y aurait peu de conceptions innovantes: au-delà des discours et des proclamations, on recourt à des « méthodes largement préconçues », (page 212) qui font les beaux jours de bureaux d’étude Il n’est pas plus tendre pour la Charte d’Aalborg, « un alibi de l’escroquerie » et relève que « La Charte du ‘New Urbanism’ est totalement incompréhensible pour un européen », (page 217), quand bien même l’idée ou les principes ont tendance à être repris, transplantés sans trop de prudence et de modération.

Demazière, en réponse, s’interroge sur le point de savoir « si le projet urbain n’est pas un mode d’action très occidental », (page 222), formule trop générale puisqu’il note des différences entre l’Europe du sud et l’Europe du nord. Contre Jacobs, il renvoie à *la planification stratégique spatialisée* et cite heureusement Kunzmann dont on a, en France du moins, insuffisamment retenu la pertinence Il aurait pu ajouter aussi Faludi (2010), ces deux auteurs ayant régulièrement écrit notamment dans la revue *disP*. Moins que de vouloir opposer planification et projet, Scherrer dit clairement (page 209), que « c’est une autre manière de faire de la planification ». Pour Demazière, on accorde une attention, formelle au moins, à créer, valoriser, développer ce qu’il appelle « une rhétorique de l’avènement en réaction à la planification de l’usage des sols », (page 211). C’est là une vision en partie restreinte puisque la planification territoriale et l’aménagement spatial et urbain ne se réduisent pas à cette seule dimension, fût-elle importante. Plus intéressante cette idée de Demazière que « le projet nous amène à lâcher prise, à expérimenter dans un contexte où il y a besoin de créer de nouvelles méthodes », (page 213), mais ce *lâcher prise* ne conduit pas nécessairement à des innovations. En matière d’environnement et d’état d’esprit, on retient davantage le monde des « trépidations » dans lequel travaille avec enthousiasme Robyr, (page 214,) ou encore « le mode projet » que déclinent Dugua et Delabarre qui articulent décidemment leurs réflexions sur une logique ternaire: la posture (encore !), l’instrument et le lieu de projet,- « une ‘portion d’espace’ au croisement entre territoires(…°), réseaux (…°), et expériences … », (page 31).

*Entre grâce et trépidations,* (Robyr)

Il est plaisant et rassurant de lire le texte-entretien de Robyr : entre et grâce ses « trépidations », elle est passionnée par « ces ponts à créer entre les écoles et le terrain, convaincue que ces deux mondes doivent impérativement coopérer », (page 124). Elle a raison de « regretter le mépris  de la mise au point des règles d’urbanisme » alors que « le projet demeure auréolé d’un grand respect », manière élégante de dire que l’urbanisme en chambre ou dans les discours seraient suffisants et glorifiants… Remarque que l’on a pu faire maintes fois sur les discours, grandes messes, promesses, nouveaux principes, nouvelles structures concernant la planification, quelle que soit sa nature. Le « théoricien », l’expert, le sachant oublient souvent qu’ils ont à faire avec des commandes, des délais, des usagers ou des habitants mais aussi avec des financeurs, des entreprises, des banques, des opérateurs. Il faut faire avec ce qu’elle appelle joliment la *pesée d’intérêt*, version aimable des rapports de force…

En contre-champ, le regard que porte Matthey est totalement décalé et assez désabusé.

« Un peu las, je tente de comprendre pourquoi nous ne nous comprenons pas », (page 139). Et pourtant ils ne sont pas nombreux autour de la table mais comme « l’urbanisme nait d’une coalition hétérogène de personnes qui à la marge de leurs champs disciplinaires réciproques, développent un intérêt pour la ville et ses transformations », (page 140), il semble clair « en cet après-midi de printemps » que la compréhension ne se fasse pas et Matthey ne cache guère qu’il n’écoute plus que d’une oreille discrète: « la mutuelle bienveillance »  ne suffit plus et on le sent peu à peu perdre pied et tenter de chercher « ailleurs » des réponses à son malaise. Et confronté à ce qu’il estime la permanence ou la résurgence d’« un certain dogmatisme militantiste », il s’éloigne de plus en plus de l’écoute de ses collègues pour relire Butor et aboutir à ces idées qu’ « en fait le projet est un roman comme un autre », (page 144) et « l’urbaniste est un romancier », (page 147). Alors, il est convaincu que « si le projet est créateur de connaissances, c’est parce qu’il organise au moyen de la fiction des ordres hétérogènes et incommensurables dans une forme du territoire qui excède les limites de son propre corps de doctrine », (page 148). On n’est pas certain d’avoir tout compris mais à Butor, on peut ajouter aussi  *La carte et le territoire* de Houellebecq, (2010). Mais Matthey souligne justement les ambitions parfois démesurées et les difficultés réelles de vouloir aboutir à une sorte d’unanimisme, de consensus souvent de façade. On connait aussi ces lassitudes de réunions multiples de coordination où, en effet, il est clair que l’on ne se comprend guère parce que l’on ne s’écoute pas assez.

Retour sur le futur : *« le territoire un bien en-commun »,* Paquot, (page 235)

Plus pragmatique et modeste, je réagis au terme de *territoire* et trouve des éléments, sinon de réconfort, du moins argumentés chez Paquot et sa « bio-région urbaine dans une approche rétro-prospective ». En effet je me sens sur des bases plus connues, étant entendu que, dans la lignée de ADC, l’espace n’est pas à la fête ni le bienvenu dans cet ouvrage. Paquot nous dit bien qu’ « un territoire n’existe pas *en soi*, comme un legs de la géographie ou de l’histoire, il n’est pas *donné*, il résulte d’une relation, à chaque fois différente, entre une population et un site », (page 231, les italiques sont les siennes). Cela pourrait ressembler à du Pecqueur, pas à Bernard mais à Constantin Pecqueur de 1839 ! Faisant un vaste retour sur les enjeux et les travaux de ce que l’on appelait autrefois l’aménagement du territoire et le développement régional, retrouvant de nombreuses questions intellectuelles, politiques et culturelles du *régionalisme*, un courant fort en voix dans les années des Trente Glorieuses, Paquot constate que « les régionalistes sont atones »,( page 231), remplacés par ce qui pourrait être nommé, en parallélisme des termes , les « métropolistes », tant à le lire, cet enjeu de la grande ville, du Grand Bordeaux, du Grand Paris suffirait à constituer le projet.

Dans sa rétrospective, Paquot nous conduit encore à beaucoup de modestie: par exemple Geddes-au demeurant « un drôle de personnage »-, aurait retenu de E. Reclus l’idée que « toute ville est un organisme vivant, ayant à la fois une dimension et une autre humaine écologique » nous dit Paquot, (page 232). Il faut regarder ce qui concerne alors l’écologie politique et notamment ses positionnements réels ou formels suivant la classification habituelle droite-gauche. Il faut être attentif aussi aux tendances « recentralisantes » et sensibles à grande taille, aux « territorialités de nouvelles pratiques politiques à expérimenter afin de rendre la Terre habitables aux humains comme au vivant », (page 226). Il montre encore que certaines thématiques récentes sur le sexe et la ville, largement présentes dans l’ouvrage de Short (2017), notamment dans la deuxième partie, ne sont pas totalement nouvelles. (On fera un commentaire au fond de cet ouvrage dans une prochaine chronique). Mais je ne suis pas convaincu quand l’auteur part de quatre constats dont le troisième me pose problème: « les ‘villes’ sont entourées de non-villes et de non-campagne », sans se préoccuper de ce qui  ‘fait ville’ ou pas, à savoir la combinaison de trois qualités spécifiques à *l’esprit de la ville*, l’urbanité, la diversité et l’altérité », (page 226, les italiques, les siennes). Sans discuter ici cet *esprit de ville*, les trois qualités évoquées sont autant, souvent davantage présentes dans ce que l’auteur nomme non-ville et non-campagne, sans même relever ce que ce type de distinction peut avoir de discutable ou de dépassé.

*Quand les acteurs économiques mènent la valse*, Alonso, (page 71).

 On relève avec étonnement que Racine dans sa liste de ceux qui doivent se confronter à « un nouvel art de penser le devenir de nos villes », (page 171), oublie les économistes car je ne crois pas qu’il les englobe dans la catégorie « autres artistes »… On dira alors que je rentre dans la catégorie des « militants non dogmatiques » en notant cette absence des économistes. Mais après tout, Reynard vivement et fortement, plaide pour sa chapelle, celle de la géomorphologie urbaine –« l’étude de la forme physique de la ville »-, (page 185). M. Alonso, pourtant, nous annonce que « les acteurs économiques mènent la valse », mais l’acteur en question est d’ordre privé, propriétaires fonciers, promoteurs, notaire, avocats, banquiers, (page 77), dont l’auteure constate et regrette que ces « outsiders de l’urbanisme », mais ils sont « experts dans les stratégies de négociation et de portage de projet », (page 77), prennent de plus en plus le pouvoir et notamment très en amont. Mais Alonso ne semble pas reconnaitre aux économistes urbains, aux économistes qui s’interrogent et s’intéressent à la ville, quelque intérêt, du moins dans son texte et plus généralement dans cet ouvrage. Peut-être est-ce dans la lignée et « la faute » d’ADC dont on a vu et entendu son excès d’attente et sa déception de l’économie qu’il ne faut pourtant pas réduire à de seuls mécanismes d’équations face à « la méthode de l’observation participante », (Alonso, page 71), dont, sous ce nom ou d’autres, on connait les vertus et les limites. Et on nous rappellerait que Demazière est de formation économique ! Mais l’économie académique sait reconnaitre l’importance du paysage et du patrimoine dans le développement territorial, dans la fabrique et les projets urbains mais tout autant les difficultés conceptuelles, techniques pour en rendre compte et les « internaliser » dans des modes multiples.

 *Patrimoine et paysage*

Racine veut insister sur le patrimoine, «  c’est ce qui est disponible, c’est potentiellement tout le monde», (page 173), et il se veut dans la lignée de-Söderstrom qu’il cite longuement. Patrimoine et paysage sont proches et à tout le moins, ont « des caractéristiques communes », (page 172). Le paysage pour Racine, c’est ainsi « une apparence, une représentation. Et une relation ». Le paysage est ancré physiquement, marqué socialement, daté historiquement, et politiquement hautement symbolique

 « Le paysage est  une perception de la réalité physique et il répond à plusieurs nécessités, pas seulement esthétiques ou liées à l’espace public. L’urbanisme organisait peut-être trop l’architecture, le paysage peut organiser le territoire », nous dit B .Smets, Commissaire de la Biennale Agora de Bordeaux en octobre 2017. Et au-delà des discours et des conceptualisations, Racine prend l’exemple de la réfection du Parlement vaudois de Lausanne. Temps un: « unanimes, les élus tenaient à réinvestir ce lieu chargé d’histoire, dans une perspective de développement durable, sans renier l’époque et les techniques actuelles », (page 175). Deuxième temps, l’accord se délite apparemment sur une question secondaire, celle de la couleur et des enchainements de remarques vont nécessiter des discussions et conduire à « changer de débat en cours de débat », (page 179). D’où ce que j’ai nommé plus haut « le théorème du toit » : « trois éléments font problème, le revêtement de tôle, la masse mais encore et surtout la crête du toit qui n’est pas horizontale », (page 177). Racine souligne bien toutes les formes et les manifestations des *sensibilités*, culturelles, politiques symboliques que suscitent des préoccupations liées aux paysages, même si certaines trouvent dans ces questions et des moments singuliers, des opportunités plus larges, plus larvées et prégnantes pour exploser. Si  « la forme urbaine est la traduction physique du système urbain »,  (Reynard, page 186), la forme patrimoniale et paysagère en serait alors le corps et l’âme, ou pour le dire simplement, l’incarnation du passé réel ou imaginé, statufié, et les futurs que chacun désire: image positive ou résolument refusée. Racine nous offre, (page 181), une théorisation et une formulation qui sont censées permettre de lier paysage et projet, de concevoir le paysage comme le projet, à la fois objet, média, médiation.

Bien entendu les aspects liés au développement durable, à la bio-diversité, les critiques générales que l’on voit tout au long des chapitres sur l’espace, l’aménagement du territoire, la planification stratégique spatialisée, conduisent Novarina à se demander *si  la ville durable n’est pas le « nouveau* *référentiel pour l’action urbanistique* »,  référentiel que, sans doute, il faudrait encore actualiser par les espérances ou les certitudes des apports fondamentaux liés à la thématique des *Smart Cities*. Novarina retrouve ainsi certains des points discutés par Scherrer et Demazière et ayant rappelé les principes de la ville régulière, de la ville organique et de la ville moderne, il affirme que deux conditions sont nécessaires pour qu’« une figure de ville puisse servir de référentiel à l’action publique, une condition *d’introduire de l’ordre* dans une réalité territoriale et une autre, la *formulation de lignes d’action* », (page 280). Il conclue que la figure de la ville durable n’a pas remplacé les trois modèles. Est-ce encore trop tôt ou au contraire trop tard? Les financiers, les opérateurs, le secteur privé dont parle *Le Monde* (19.10.2017)  au sujet du grand Paris et des projets « Inventons la métropole », seraient de fait en capacité de concevoir, de programmer et de financer les futurs quartiers du Grand Paris. Et Novarina nous donne dans le tableau de synthèse 13.4 (double page), un bel instrument de travail: pédagogique et efficace.

*« Plus c’est simple et clair plus cela a demandé du travail »,* Robyr, (page 133)

C’est une autre des qualités de  *Faire la ville par le projet :* la clarté de l’expression et de l’exposition et sauf cas particuliers plutôt rares, les contributeurs ont su se faire obligation d’éviter de vouloir faire trop « scientifique », notamment par un recours à des terminologies inutiles et souvent prétentieuses.

On a dit déjà la qualité de la matrice de l’introduction et des tableaux de Novarina. De manière plus générale encore, plusieurs contributions veulent diffuser des principes « simples » tant sur le plan méthodologique qu’opérationnel: une sorte de guide des bonnes pratiques. Ainsi Dind, dans la lignée d’ ADC, propose les principes de l’urbanisme durable: « densifier, valoriser les espaces publics, agencer les centralités, intégrer l’aménagement du territoire et la planification des transports, écogestion des ressources, développer les équipements et les services, (assurer) gouvernance et participation ». On a presque envie de dire que ce sont là des « règles » de bon sens qui ne sont pas seulement celles liées au développement durable. Tranda-Pittion et Feddersen se livrent au même genre d’exercice quand ils entendent « résumer l’enseignement du projet urbain en 10 principes essentiels ». Ils sont pratiquement les seuls à ne pas jeter aux orties la composante spatiale, «l’un des cœurs de métier de l’urbaniste », (page 153). Sans reprendre la liste, on soulignera cependant la règle 1 qui incite à l’enthousiasme, la règle 4, « travaillez par variantes en articulant le certain et l’incertain, la 7 qui donne « leur juste rôle aux chiffres », (page 162), en clair ne pas ignorer les éléments quantitatifs en « se concentrant sur les ordres de grandeur » et la dernière qui vise à « raconter l’histoire du projet commun » : après les tâtonnements, les hésitations, donner du sens.

Laissons conclure AD : «  qualifier la ville, c’est faire de la ville un ‘ trésor d’espaces’, c’est donner vie aux quartiers, organiser la mobilité, agencer des noyaux d’urbanité différenciés afin d’intensifier leurs multiples valeurs d’usage », (page 310). Comme il le dit si bien, « C’est la vie »….(X, 17)

Claude Lacour, université de Bordeaux, UMR CNRS GREThA, lacour@u-bordeaux.fr

 Kunzmann K., 2008, Creativity : paradigm for survival in the city, *disP*,175

Piron, O; 2014*, L’urbanisme de la vie privée*, Editions de l’aube

Short J.R., (dr), 2017*, A Research Agenda for Cities*, Elgar Research Agendas